

CCXXIII.

TORNATA DEL 7 DICEMBRE 1907

Presidenza del Presidente CANONICO.

Sommario. — *Congedi* — Il senatore Pelloux ritira la sua interpellanza al Governo sui disordini di Milano — *Discussione del disegno di legge: « Approvazione del trattato di commercio e di navigazione con la Russia del 15-28 giugno 1907 »* (N. 716) — Dopo una dichiarazione del senatore Visconti-Venosta, presidente della Commissione per i trattati internazionali, l'articolo unico del disegno è rinviato allo scrutinio segreto — *Votazione a scrutinio segreto* — *Sorteggio degli Uffici* — *Presentazione di disegni di legge* — Per una interpellanza del senatore Paternostro — In seguito ad osservazioni dei ministri delle finanze, di agricoltura, industria e commercio, e del senatore Vischi, si rinvia la discussione dei disegni di legge all'ordine del giorno — *Discussione della proposta della Commissione per il regolamento interno del Senato* (n. LXXXIII - documenti) — *Parlano nella discussione generale i senatori Casana, relatore, e Vischi* — *Chiusura e risultato di votazione* — Si procede all'esame delle singole proposte della Commissione per il regolamento interno del Senato — Si approvano l'art. 22-bis, dopo osservazioni del senatore Borgatta e del relatore, senatore Casana, e l'art. 22-ter senza discussione — *Parlano sull'art. 22-quater i senatori Biscaretti, Borgatta, Cavasola, Vischi ed il relatore* — L'art. 22-quater è approvato con alcune modificazioni di forma proposte dal relatore — *Senza osservazioni si approvano l'art. 22-quinquies, ed un emendamento del relatore all'art. 21* — Le proposte poi sono tutte rinviate allo scrutinio segreto.

La seduta è aperta alle 15.10.

Sono presenti i ministri delle finanze, di agricoltura, industria e commercio, della guerra e degli affari esteri.

ARRIVABENE, segretario, dà lettura del processo verbale della seduta precedente, il quale è approvato.

Congedi.

PRESIDENTE. Domandano congedo i signori senatori: Gattoni, Pasolini Pier Desiderio, Riboldi e Driquet.

Se non vi sono opposizioni questi congedi si intendono accordati.

Ritiro d'interpellanza.

PELLOUX. Domando la parola.

PRESIDENTE. Ha facoltà di parlare.

PELLOUX. Dopo il discorso pronunciato ieri alla Camera dei deputati dall'onorevole ministro dei lavori pubblici, io dichiaro di ritirare la mia interpellanza al Governo sui disordini di Milano. Dichiaro inoltre di essere pienamente soddisfatto di quel discorso, e mi duole che non sia qui presente l'onorevole Bertolini, mio amico carissimo, già mio fidatissimo collaboratore al Ministero dell'interno, per dichiarargli personalmente la mia soddisfazione. Prego però che questo sentimento gli sia comunicato.

PRESIDENTE. Do atto al senatore Pelloux del ritiro della sua interpellanza.

Inversione dell'ordine del giorno.

PRESIDENTE. Se il Senato consente, io porrei d'invertire l'ordine del giorno, cominciando subito la discussione del disegno di legge: « Approvazione del trattato di commercio e di navigazione con la Russia ».

Non essendovi opposizioni questa inversione s'intende approvata.

Discussione del disegno di legge: « Trattato di commercio e di navigazione con la Russia del 15-28 giugno 1907 » (N. 716).

PRESIDENTE. L'ordine del giorno reca la discussione del disegno di legge: « Trattato di commercio e di navigazione con la Russia del 15-28 giugno 1907 ».

Prego il senatore, segretario, Arrivabene di dar lettura di questo disegno di legge.

ARRIVABENE, *segretario*, legge:

Articolo unico.

È data esecuzione al trattato di commercio e di navigazione fra l'Italia e la Russia, ed all'annesso protocollo, sottoscritti a Pietroburgo il 15-28 giugno 1907, le cui ratifiche sono state scambiate a Roma addì...

SA MAJESTE LE ROI D'ITALIE

ET

SA MAJESTE L'EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES

animés du désir de resserrer de plus en plus les relations commerciales et maritimes entre Leurs Etats, ont résolu de conclure un nouveau traité de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE:

Monsieur Jules Melegari, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies;
Monsieur Emanuele Paternò di Sessa, Sénateur du Royaume, Vice-Président du Sénat;
Monsieur Lodovico Gavazzi, Député au Parlement;

Monsieur Lodovico Luciolli, Directeur du Bureau pour les traités et la législation douanière au Ministère Royal des Finances,

ET

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES:

Le Maître de Sa Cour Alexandre Iswolsky, Ministre des Affaires Etrangères;

L'Ecuyer de Sa Cour Dmitri Philosopow, Ministre du Commerce et de l'Industrie, Membre du Conseil de l'Empire;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1.

Les ressortissants de l'une des deux Parties contractantes, établis dans le territoire de l'autre Partie ou y résidant temporairement, y jouiront, relativement à l'exercice du commerce et de l'industrie, des mêmes droits et n'y seront soumis à aucune imposition plus élevée ou autre que les nationaux. Ils bénéficieront sous tous les rapports, dans le territoire de l'autre Partie, des mêmes droits, privilèges, immunités, faveurs et exemptions que les ressortissants du pays le plus favorisé.

Il est entendu, toutefois, que les stipulations qui précèdent ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie et de police, qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux Pays contractants et applicables à tous les étrangers.

Art. 2.

Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes auront, dans le territoire de l'autre, le droit d'acquérir et de posséder toute espèce de propriété mobilière ou immobilière que les lois du pays permettent ou permettront aux ressortissants de toute autre nation étrangère d'acquérir et de posséder. Ils pourront en disposer par vente, échange, donation, mariage, testament ou de quelque autre manière, ainsi qu'en faire l'acquisition par héritage, dans les mêmes conditions qui sont ou seront établies à l'égard des ressortissants de toute autre nation étrangère, sans être assujettis, dans aucun des cas mentionnés, à des taxes, impôts

ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis sur les nationaux.

Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes pourront, en se conformant aux lois du pays, exporter librement le produit de la vente de leur propriété et leurs biens en général, sans être assujettis, comme étrangers, à des droits autres ou plus élevés que ceux que les nationaux auraient à acquitter en pareille circonstance.

Ils auront le droit, en se conformant aux lois du pays, d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre, et à cet égard, ils jouiront de tous les droits et immunités des nationaux et, comme ceux-ci, ils auront la faculté de se servir, dans toute cause, des avocats, avoués et agents de toutes classes autorisés par les lois du pays.

Art. 3.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes dans les Etats et possessions de l'autre seront exempts de tout service militaire forcé, soit dans les armées de terre ou dans la marine, soit dans les gardes ou milices nationales. Ils seront également dispensés de toute charge et fonction judiciaire ou municipale quelconque, celle de la tutelle exceptée, ainsi que de toute contribution soit pécuniaire, soit en nature, établie à titre d'équivalent du service personnel; enfin de tout emprunt forcé et de toute prestation ou réquisition militaire.

Seront toutefois exceptées, quant aux charges et fonctions judiciaires ou municipales, celles qui sont attachées à la possession d'un immeuble ou à un bail, et quant aux contributions et prestations militaires, celles auxquelles tous les ressortissants du pays peuvent être appelés à concourir comme propriétaires fonciers ou comme fermiers.

En tant que les ressortissants d'un tiers Etat sont exempts de tutelle en Russie en vertu des traités et conventions en vigueur, les ressortissants italiens en Russie bénéficieront, à titre de réciprocité, du même privilège en ce qui concerne la tutelle des mineurs autres que ceux de leur nationalité.

Art. 4.

Les produits du sol et de l'industrie de l'Italie qui seront importés en Russie et les produits du sol et de l'industrie de la Russie qui seront importés en Italie, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit seront soumis au même traitement que les produits de la nation la plus favorisée. En aucun cas et sous aucun motif ils ne seront soumis à des droits, taxes, impôts ou contributions plus élevés ou autres, ni frappés de surtaxes ou de prohibition, dont ne soient atteints les produits similaires de tout autre pays. Notamment toute faveur et facilité, toute immunité et toute réduction des droits d'entrée inscrits au tarif général ou aux tarifs conventionnels que l'une des Parties contractantes accordera à une tierce Puissance à titre permanent ou temporairement, gratuitement ou avec compensation, sera immédiatement et sans conditions, ni réserves ou compensation, étendue aux produits du sol et de l'industrie de l'autre.

Art. 5.

Les produits du sol et de l'industrie de la Russie énumérés dans le tarif A, joint au présent traité, à leur importation en Italie, et les produits du sol et de l'industrie de l'Italie, énumérés dans le tarif B, joint au présent traité, à leur importation en Russie, ne seront assujettis à des droits d'entrée autres, ni plus élevés, que ceux fixés dans les dites annexes.

Si l'une des Parties contractantes venait à établir un nouvel impôt intérieur ou accise prélevé au profit de l'Etat, ou un supplément d'un pareil impôt intérieur ou d'accise sur un article de production ou fabrication nationale compris dans le tarif A ou B annexé au présent traité, l'article similaire pourra être grevé, à l'importation, d'un droit égal ou correspondant, mais à condition que ce droit soit le même pour les provenances de tous les pays.

Art. 6.

Il ne sera perçu d'autres, ni de plus hauts droits de sortie sur les produits exportés de l'un des deux Pays dans l'autre, que ceux appliqués à l'exportation des mêmes objets vers le pays le plus favorisé à cet égard. De même,

toute autre faveur accordée par l'une des Parties contractantes à une tierce Puissance à l'égard de l'exportation, sera immédiatement et sans condition étendue à l'autre.

Art. 7.

Les Parties contractantes s'engagent à n'empêcher le commerce réciproque entre les deux Pays par aucune prohibition d'importation ou d'exportation, et à admettre le transit libre, à l'exception des voies qui ne sont ou ne seront pas ouvertes à ce dernier.

Des exceptions à cette règle, et tant qu'elles soient applicables à tous les pays en général ou à tous les pays se trouvant dans des conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

1° dans des circonstances exceptionnelles par rapport aux provisions de guerre ;

2° pour des raisons de sûreté publique ;

3° pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir

4° en vue de l'application, aux marchandises étrangères, des prohibitions ou restrictions arrêtées par des lois intérieures à l'égard de la production intérieure des marchandises similaires de production nationale ;

5° par égard à la police sanitaire et en vue de la protection des animaux ou des plantes utiles, contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles.

Art. 8.

Les marchandises de toute nature traversant le territoire de l'un des deux Pays par une voie commerciale ouverte au transit, seront réciproquement exemptes de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles soient déchargées, déposées et rechargées.

Art. 9.

Les droits intérieurs, perçus pour le compte de l'Etat, des communes ou des corporations, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans le territoire d'une des Parties contractantes, ne frapperont sous aucun prétexte les produits de l'autre Partie d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits similaires indigènes.

Art. 10.

Les négociants, les fabricants et autres industriels, qui prouveront par la possession d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur pays qu'ils sont autorisés à exercer une industrie dans l'Etat où ils ont leur domicile, pourront, soit personnellement, soit par des commis-voyageurs à leur service, faire des achats et, même en portant avec eux des échantillons ou modèles, rechercher des commandes dans le territoire de l'autre Partie contractante.

Les dits négociants, fabricants et autres industriels ou commis-voyageurs seront traités réciproquement dans les deux Pays, en ce qui concerne les passeports et le paiement des taxes frappant l'exercice du commerce, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Pour la délivrance des patentes et le montant des taxes il ne sera fait aucune distinction quelle que soit la religion à laquelle appartiennent les dits négociants, fabricants, industriels ou commis-voyageurs. De même aucune distinction ne sera faite suivant la religion des intéressés pour la durée de la validité du visa des passeports qui est fixée à une période de six mois en Russie.

Les industriels (commis-voyageurs) qui seront munis d'une carte de légitimation, pourront avoir avec eux des échantillons et modèles, mais point de marchandises. Les objets passibles d'un droit de douane qui seront importés comme échantillons ou comme modèles par les dits voyageurs seront de part et d'autre admis en franchise de droit d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets, s'ils n'ont pas été vendus, soient réexportés dans le délai d'une année et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quel que soit du reste le bureau par lequel ils passent à leur sortie.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les deux Pays, à l'entrée, soit par le dépôt du montant des droits de douane respectifs, soit par cautionnement.

Les Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation, du modèle de ces cartes, ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Art. 11.

Le Gouvernement Impérial de Russie s'engage à entrer en négociations avec le Gouvernement Royal d'Italie au sujet de la conclusion d'un arrangement concernant la protection réciproque des droits d'auteur pour les œuvres littéraires, artistiques et photographiques, et cela dans le délai d'une année à partir du jour où un arrangement à ce sujet aura été conclu entre la Russie et un autre Etat quelconque.

Art. 12.

Le Gouvernement Impérial de Russie s'engage à entrer en négociations avec le Gouvernement Royal d'Italie au sujet de la conclusion d'un arrangement concernant la protection réciproque des brevets d'invention, des noms commerciaux et des noms d'origine et cela dans le délai d'une année à partir du jour où un arrangement à ce sujet aura été conclu entre la Russie et un autre Etat quelconque.

Art. 13.

Les deux Parties contractantes se réservent la liberté de régler, par voie autonome, les tarifs de transport de leurs chemins de fer.

Toutefois il ne sera fait de différence, ni quant au temps et au mode de l'expédition, entre les habitants des territoires des Parties contractantes. Notamment, les expéditions de marchandises venant de l'Italie et dirigées sur une gare russe ou transitant par la Russie, ne seront pas soumises, sur les chemins de fer russes, à des tarifs de transport plus élevés que ceux qui sont appliqués dans la même direction et entre les mêmes gares des chemins de fer russes aux marchandises similaires russes ou étrangères. Le même principe sera appliqué sur les chemins de fer italiens, pour les expéditions de marchandises venant de Russie et dirigées sur une gare italienne ou transitant par l'Italie.

Des exceptions ne pourront avoir lieu que pour les transports à prix réduit pour cause d'intérêt public ou de charité.

Art. 14.

Ne sont pas censées déroger aux dispositions du présent traité :

1° les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à

d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic-frontière;

2° les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement, relativement à l'importation ou à l'exportation, aux habitants du gouvernement d'Arkhangel, ainsi que pour les côtes septentrionales et orientales de la Russie d'Asie (Sibérie).

Toutefois les importations italiennes bénéficieront également de toutes les facilités douanières accordées aux importations dans ces territoires d'un Etat de l'Europe ou de l'Amérique du Nord.

Il est bien entendu en outre que les dispositions des articles 4, 6 et 8 du présent traité ne s'appliquent ni aux stipulations spéciales contenues dans le traité passé entre la Russie et la Suède et la Norvège le 26 avril (5 mai) 1838, ni à celles qui sont ou seront relatives au commerce avec les Etats et pays limitrophes de l'Asie, et que ces stipulations ne pourront dans aucun cas être invoquées pour modifier les relations de commerce et de navigation établies entre les deux Parties contractantes par le présent traité.

Art. 15.

Les navires et leurs cargaisons de l'une des Parties contractantes seront, dans les ports de l'autre, traités, soit à l'entrée, soit pendant leur séjour, soit à la sortie, sur le même pied que les navires nationaux, tant sous le rapport des droits et des taxes, quelle qu'en soit la nature ou dénomination, perçus au profit de l'Etat, des communes, corporations, fonctionnaires publics ou établissements quelconques, que sous celui du placement de ces navires, leur chargement et déchargement, dans les ports, rades, baies, havres, bassins et docks, et généralement, pour toutes les formalités et dispositions quelconques, auxquelles peuvent être soumis les navires, leurs équipages et leurs cargaisons.

Tout privilège et toute franchise accordés à cet égard à une tierce Puissance par une des Parties contractantes sera accordé à l'instant même et sans condition à l'autre.

Toutefois il est fait exception aux dispositions précédentes en ce qui concerne :

a) les avantages particuliers dont la pêche nationale et ses produits sont ou pourront être l'objet dans l'un ou dans l'autre Pays;

b) les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à la marine marchande nationale.

Art. 16.

La nationalité des bâtiments sera reconnue, de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque Pays, au moyen des titres et patentes se trouvant à bord délivrés par les autorités compétentes.

Les certificats de jaugeage délivrés par l'une des Parties contractantes seront reconnus par l'autre d'après les arrangements spéciaux convenus ou à convenir entre les deux Parties contractantes.

Art. 17.

Les navires italiens entrant dans un port de Russie et réciproquement les navires russes entrant dans un port d'Italie, qui n'y viendraient que pour compléter leur chargement ou décharger une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

Art. 18.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes seront libres de faire usage, sous les mêmes conditions et en payant les mêmes taxes que les nationaux, des chaussées et autres routes, canaux, écluses, bacs, ponts et ponts-tournants, des ports et endroits de débarquement, signaux et feux servant à désigner les eaux navigables, du pilotage, des grues et poids publics, magasins et établissements pour le sauvetage et le magasinage de la cargaison, des navires et autres objets, en tant que ces établissements ou institutions sont destinés à l'usage du public, soit qu'ils soient administrés par l'Etat, soit par des particuliers.

Sauf les règlements particuliers sur les phares et fanaux et sur le pilotage, il ne sera perçu aucune taxe, s'il n'a été fait réellement usage de ces établissements et institutions.

Art. 19.

Les dispositions du présent traité ne sont point applicables au cabotage, lequel continue à être régi par les lois qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux Etats. Toutefois les navires italiens et russes pourront passer d'un port de l'un des deux pays contractants dans un ou plusieurs ports du même pays, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement pour une destination étrangère.

Art. 20.

Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports de chacun des deux Etats :

1° les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest;

2° les navires qui, passant d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, justifieront avoir acquitté déjà ces droits dans un autre port du même Etat, sous réserve des périodes de validité établies pour ces droits par les lois respectives;

3° les navires qui, entrés avec un chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

Cette exemption ne s'étendra pas aux droits de phare, de pilotage, de remorquage, de quarantaine et autres droits payables par corps de bâtiment pour le service et l'outillage, établis dans l'intérêt de la circulation, et imposés également aux bâtiments indigènes et à ceux appartenant à la nation la plus favorisée.

En cas de relâche forcée, ne seront pas considérés comme opérations de commerce le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. 21.

En cas d'échouement ou de naufrage d'un navire de l'une des Parties contractantes sur les côtes de l'autre, ce navire y jouira, tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et immunités que la législation de chacun des Etats respectifs accorde à ses propres navires en pareilles circonstances. Il sera prêté toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour leurs personnes que pour le navire et sa cargaison.

Les Parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises sauvées ne seront sujettes au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

Art. 22.

Le présent traité entrera en vigueur un mois après l'échange de ratifications et restera exécutoire jusqu'au 31 (18) décembre 1917.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin

de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, ledit traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Le traité entre l'Italie et la Russie du 28/16 septembre 1863 cessera d'exercer ses effets à la date de l'application du présent traité.

Art. 23.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Rome aussitôt que possible et au plus tard le 20/7 décembre 1907.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait à St-Petersbourg, en double original, le 28/15 Juin 1907.

L. S. G. MELEGARI

L. S. ISWOLSKY

L. S. E. PATERNO DI SESSA

L. S. PHILOSOPHOW

L. S. L. GAVAZZI

L. S. LUCIOLLI.

TARIF A.

(Articles du tarif général italien).

Numéros du tarif général italien	Dénomination des marchandises	Unités	Droit d'entrée — Lires en or
8	Huiles minérales, de résine et de goudron:		
	a) lourdes	100 kg.	8 —
	b) autres	id.	24 —
	<i>Remarque.</i> — Le pétrole et les autres huiles minérales raffinées, propres à l'éclairage, reprises sous le n. 8, b), pourront être dédouanées, au gré de l'importateur, soit au poids, sur la base de 100 kilogrammes, soit au volume, sur la base de 125 litres, équivalant, à la température de 15 degrés centigrades, à 100 kilogrammes nets.		
280	Blé ou froment	id.	7.50
281	Seigle	id.	4.50
282	Avoine	id.	4 —
283	Orge	id.	4 —
284	Autres céréales:		
	a) maïs blanc	id.	7.50
	b) non dénommées (y compris les légumes secs)	id.	1.15

TARIF B.

(Articles du tarif général russe).

Numéros du tarif général russe	Dénomination des marchandises	Unités	Droits	
			Rbl.	Cop.
Tableau des droits d'entrée.				
ex 6	Fruits et baies :			
	2) oranges, citrons, oranges amères - frais	Poud brut	1	—
ex 66	Pierres brutes ou simplement dégrossies :			
	ex 5) marbre de toute espèce, albâtre de construction, serpentine, à surfaces sciées ou taillées, ou non sciées ni taillées, - mais non polies :			
	a) en blocs, morceaux ou dalles de plus de 3 1/2 verchoks d'épaisseur	Poud	—	18
	b) en dalles de 3 1/2 verchoks d'épaisseur ou moins	id.	—	60
ex 67	Coraux véritables ou artificiels, non ouvrés ainsi que perforés, sur fil, en paquets ou sculptés	Livre	2	—
ex 70	Pierres de toute espèce (autres que les pierres demi-précieuses et précieuses) y compris le plâtre et l'albâtre :			
	1) ouvrages en pierres de toute espèce, sculptés, ciselés et tournés, polis ou non :			
	a) pesant 3 pouds ou moins la pièce	Poud	5	—
	b) pesant plus de 3 pouds la pièce	id.	3	—
	2) ouvrages ordinaires en pierres taillées, sans ciselure ni sculpture, à surfaces courbes ou non - en marbre, serpentine, albâtre ou autres espèces dures, propres au polissage, telles que: jaspe, onyx, labrador, granit, granit veiné, porphyre ou basalte :			
	a) à surfaces entièrement ou en partie polies	id.	1	50
	b) à surfaces soigneusement taillées ou enchâssées, mais non polies	id.	—	30
95	Tartre (crème de tartre), tartre de chaux :			
	1) tartre (crème de tartre) brut (non raffiné), tartre de chaux brut (non raffiné)	id.	—	90
	2) tartre mi-raffiné (non pulvérisé) ayant sa coloration naturelle .	id.	1	12 1/2
ex 117	Huiles végétales et glycérine non purifiée :			
	1) huiles grasses (huile d'olive, de laurier, de coton et autres semblables) hormis celles spécialement dénommées; huile cuite, siccativa (olifa)	id.	3	30

Suite TARIF B.

Numéros du tarif général russe	Dénomination des marchandises	Unités	Droits	
			Rbl.	Cop.
ex 124	Matières à tanner: ex 1) sumac, même trituré ou moulu	Poud brut	—	07 1/2
ex 180	Soie: 4) soie brute ou grège	Poud	8	—
ex 185	Soie tordue et filée: 1) tordue (organsin, trame) en soie brute (grège): a) non cuite, non blanchie, non teinte b) cuite, blanchie ou teinte	id. id.	65 88	— —
Tableau des droits de sortie.				
ex 7	Cocoon de soie.	—	exempts	

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature du traité de commerce et de navigation, conclu, à la date de ce jour, entre l'Italie et la Russie, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les réserves et déclarations suivantes, qui auront à former partie intégrante du traité même :

I. — EN CE QUI CONCERNE LE TEXTE
DU TRAITÉ.

Ad Art. 1.

I. En ce qui concerne les passeports, les ressortissants des Parties contractantes seront traités sur le pied de la nation la plus favorisée.

II. Les consulats de carrière italiens et les fonctionnaires des représentations diplomatiques et desdits consulats qui seront envoyés en Russie par le Gouvernement italien, jouiront, à titre de réciprocité, d'une liberté pleine et entière, vis-à-vis de la censure russe, tant

pour les journaux que pour les produits des sciences, des arts et des belles-lettres.

III. Sans préjudice des dispositions contenues dans l'art. 8 de la Convention consulaire entre l'Italie et la Russie du 28-16 avril 1875, les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires d'Italie en Russie ainsi que les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires de Russie en Italie, auront le droit de correspondre directement, les premiers avec le Département des Douanes en Russie, les seconds avec le Ministère des Finances d'Italie, pour les affaires de réclamation douanière qui seront en instance devant les administrations indiquées ci-dessus.

Ad Art. 4.

I. Le Gouvernement Impérial de Russie reconnaît au Gouvernement Royal d'Italie le droit d'imposer d'une surtaxe les sucres importés de Russie en Italie aux conditions toutefois :

a) que cette surtaxe ne sera appliquée qu'aux sucres destinés à la consommation in-

térieure en Italie et ne dépassera pas le chiffre fixé par la Commission permanente de Bruxelles;

b) qu'elle ne sera prélevée qu'autant que la Convention de Bruxelles restera en vigueur et l'Italie y prendra part;

c) que le Gouvernement Royal d'Italie ne fera pas usage de son droit de prohiber l'importation des sucres russes et ne prendra aucune mesure restrictive par rapport à l'importation des sucres russes destinés à la réexportation, ainsi qu'à toutes les opérations auxquelles les sucres pourraient être soumis dans ce dernier cas;

d) qu'une révision des taux de la surtaxe sera prévue si les circonstances la rendaient nécessaire.

II. Les articles fabriqués au moyen de l'admission temporaire dans les territoires respectifs des Parties contractantes sont également traités d'après les principes fixés dans l'article 4 du présent traité.

Ad Art. 4 et 5.

Les Parties contractantes se réservent le droit d'exiger des certificats d'origine, constatant la production ou la fabrication dans l'un des deux Pays des marchandises importées dans l'autre, si ces marchandises sont soumises à un traitement douanier différent suivant le pays de provenance. De son côté, chacune des deux Parties prendra ses mesures afin que les certificats exigés soient le moins possible une gêne pour le commerce.

Ad Art. 10.

En tant que l'importation d'armes à feu de l'étranger n'est pas interdite en Russie, les voyageurs de commerce italiens pourront porter avec eux des échantillons de ces armes, à la condition expresse de se soumettre à toutes les prescriptions générales ou locales qui sont ou seront en vigueur par rapport aux armes à feu.

Ad Art. 13.

Il est convenu que les dispositions de la déclaration du 9 mai 1891 concernant les marques de fabrique sont aussi applicables aux

dessins et modèles industriels. La dénonciation de ladite déclaration ne pourra avoir lieu avant celle du présent traité.

Ad Art. 14.

L'exception suivante est faite aux dispositions du numéro 2 de l'art. 14 du présent traité, notamment: Toute faveur autre ou plus grande que celles actuellement en vigueur qui serait accordée à l'avenir par la Russie à l'un des pays limitrophes de l'Asie par rapport à la soie (n. 2-4 de l'art. 180 et n. 1 de l'art. 185 du tarif douanier russe) ou aux oranges, citrons et oranges amères (n. 2 de l'art. 6 du même tarif) sera, dans la même forme, la même mesure et par rapport au même territoire de l'Empire, étendue immédiatement et sans condition aux mêmes produits provenant de l'Italie.

Toutefois il est entendu que cette exception ne concerne pas l'importation directe dans les provinces russes de l'Amour, Maritime et du Transbaïkal pour leur consommation intérieure et que sous ce rapport le n. 2 de l'art. 14 du présent traité sera appliqué dans sa pleine mesure.

Ad Art. 22.

La dénonciation de la convention consulaire en vigueur entre les deux Parties contractantes du 28-16 avril 1875 ne pourra avoir lieu avant celle du présent traité.

II. — EN CE QUI CONCERNE LA TARIF A.

Ad n. 8, a — Pour la classification des huiles minérales lourdes à partir du 1^{er} janvier 1911 (19 décembre 1910), le type officiel de la couleur dont au n. 1 b de la note à la position « Huiles minérales etc. » du répertoire pour l'application du tarif italien, sera fixé d'un commun accord entre les Gouvernements des deux Parties contractantes.

Ad n. 8, b — A partir du 1^{er} janvier 1911 (19 décembre 1910) le droit d'entrée en Italie des huiles minérales, de résine et de goudron, reprises sous le n. 8 b sera réduit à 16 liras les 100 kilogrammes.

III. — EN CE QUI CONCERNE LE TARIF B.

Ad n. 117. — A partir du 1^{er} janvier 1911 (19 décembre 1910) le droit d'entrée en Russie des huiles grasses (huile d'olive, de laurier,

de coton et autres semblables) hormis celles spécialement dénommées; huile cuite, siccativa (olifa) sera réduit à 3 r. 10 c. par poud.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Parties contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du traité auquel il se rapporte, a été dressé, en double expédition, à St-Petersbourg, le 28/15 Juin 1907.

G. MELEGARI
E. PATERNÒ DI SESSA
L. GAVAZZI
L. LUCIOLLI

ISWOLSKY
D. PHILOSOPHOW

VISCONTI-VENOSTA, *presidente della Commissione per i trattati internazionali*. Domando di parlare.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

VISCONTI-VENOSTA, *presidente della Commissione per i trattati internazionali*. Desidero di fare una breve dichiarazione. Ieri l'altro, subito dopo la presentazione fatta dal Governo del trattato con la Russia, ed appena levata la seduta, la Commissione dei trattati si è radunata senza alcun ritardo, e nello stesso tempo ha saputo che il progetto di legge relativo era messo all'ordine del giorno della seduta d'oggi. In questa strettezza di tempo, la Commissione non ha dunque potuto presentare al Senato che un riassunto delle considerazioni complessive che, a nostro avviso, consigliavano l'approvazione del trattato. Noi abbiamo tenuto conto dell'urgenza del caso e delle considerazioni politiche; ma la Commissione dei trattati è stata dolente di dover compiere il suo lavoro in condizioni che non sono e non possono essere le condizioni normali per l'adempimento di quell'ufficio che il Senato ha voluto affidarle.

PRESIDENTE. Se nessun altro domanda la parola, la discussione è chiusa, e trattandosi di un progetto di legge di un solo articolo, sarà votato ora a scrutinio segreto

Votazione a scrutinio segreto.

PRESIDENTE. Prego il senatore segretario Taverna di procedere all'appello nominale per la votazione di questo disegno di legge.

TAVERNA, *segretario*, fa l'appello nominale.

PRESIDENTE. Le urne rimangono aperte.

Sorteggio degli Uffici.

PRESIDENTE. L'ordine del giorno reca: « Sorteggio degli Uffici ». Prego il senatore, segretario, Taverna di procedervi.

TAVERNA, *segretario*, procede al sorteggio ed alla proclamazione degli Uffici, i quali risultano così costituiti.

UFFICIO I.

S. A. R. il Principe Luigi Amedeo
Arcoleo
Arrivabene
Aula
Bacelli
Badini-Confalonieri
Bianchi
Bodio
Borgnini
Brusa
Cadolini
Caetani
Caracciolo di Castagneta
Caracciolo di Sarno
Caravaggio
Carnazza Puglisi
Cefaly
Cerruti Valentino
Colombo
Compagna Pietro
Consiglio
Cordopatri
Cotti
D'Adda
De Larderel
Del Giudice
De Mari
De Siervo
Di Casalotto
Di Sambuy
Doria Giacomo
Driquet
Durante
Faina Zeffirino
Gherardini
Ginistrelli
Giorgini
Gravina
Guala
Lanza
Lucchini

Mariotti Filippo
 Martinelli
 Massabò
 Medici
 Mirabello
 Morra
 Municchi
 Pacinotti
 Palberti
 Palumbo
 Pansa
 Ridolfi
 Rossi Girolamo
 Roux
 Ruffo Bagnara
 Schupfer
 Severi
 Sonnino
 Sormani-Moretti
 Taverna
 Tasca-Lanza
 Tranfo
 Treves
 Vaccaj
 Veronese

UFFICIO II.

S. A. R. il Principe Emanuele Filiberto
 Alfazio
 Amato-Pojero
 Avarna
 Balenzano
 Barracco Giovanni
 Bassini
 Beltrami
 Biscaretti
 Bombrini
 Bonvicini
 Calenda
 Cannizzaro
 Cardarelli
 Carle
 Cittadella Vicodarzere
 Colocci
 Cucchi
 D'Ancona
 Del Mayno
 Di Martino Giacomo
 De Sonnaz
 Di Broglio

Di Camporeale
 Di Carpegna
 Di Collobiano
 Di Martino Girolamo
 Faraggiana
 Fava
 Fergola
 Frola
 Golgi
 Lioy
 Majelli
 Manassei
 Manfredi
 Manfrin
 Martuscelli
 Masi
 Massarucci
 Morisani
 Moscuza
 Nannarone
 Oddone
 Odescalchi
 Pagano-Guarnaschelli
 Papadopoli
 Pellegrini
 Pisa
 Ponzio Vaglia
 Quarta
 Rattazzi
 Resti-Ferrari
 Riberi
 Riolo
 Rossi Giovanni
 Saladini
 Saletta
 Spinola
 Tassi
 Tolomei
 Torrigiani
 Tournon
 Trotti
 Viganò
 Vigoni Giuseppe

UFFICIO III.

S. A. R. il Principe Ferdinando
 Annaratone
 Atenolfi
 Beltrani-Scalia
 Bettoni

Blaserna
 Boncompagni-Ottoobni
 Cadenazzi
 Camerini
 Candiani
 Capellini
 Carnazza-Amari
 Carutti
 Cavalli
 Cerruti Alberto
 Chigi-Zondadari
 Cibrario
 Colmayer
 Colonna Prospero
 Comparetti
 Conti
 Corsini
 D'Ayala Valva
 De Cupis
 De La Penne
 Delfico
 Di Marzo
 Di Revel
 Di Scalea
 Di Terranova Pignatelli
 D'Oncieu de la Batie
 Doria Pamphili
 Ellero
 Emo Capodilista
 Faldella
 Farina
 Ferro Luzi
 Finali
 Frescot
 Gabba
 Gattini
 Grassi-Pasini
 Guerrieri-Gonzaga
 Guglielmi
 Levi
 Luciani
 Mangili
 Marazio
 Melodia
 Morandi
 Niccolini
 Parpaglia
 Pullè
 Ricciuti
 Ricotti
 Rignon

Rossi Angelo
 Sani
 Serena
 Tiepolo
 Tittoni
 Tortarolo
 Trinchera
 Vacchelli
 Vidari

UFFICIO IV.

S. A. R. il Principe V. E. di Savoia-Aosta
 Adamoli
 Albini
 Armò
 Aventi
 Barracco Roberto
 Bonasi
 Boncompagni-Ludovisi
 Cagnola
 Carafa d'Andria
 Cavasola
 Chiesa
 Compagna Francesco
 D'Ali
 D'Antona
 De Cesare
 Del Lungo
 De Seta
 Di Prampero
 Doria Ambrogio
 Doria d'Eboli
 D'Ovidio Enrico
 D'Ovidio Francesco
 Fogazzaro
 Frigerio
 Greppi
 Grocco
 Majnoni d'Intignano
 Malvano
 Mantegazza
 Mariotti Giovanni
 Martelli
 Mazzolani
 Mezzanotte
 Morin
 Oliveri
 Orengo
 Pasolini
 Paternò

Pedotti
 Pelloux
 Piaggio
 Pierantoni
 Pinelli
 Ponti
 Ponza di S. Martino
 Primerano
 Quigini Puliga
 Racioppi
 Righi
 Rossi Luigi
 Sacchetti
 San Martino
 Santamaria-Nicolini
 Schiaparelli
 Schininà di Sant'Elia
 Scialoja
 Sismondo
 Todaro
 Tornielli
 Valotti
 Vigoni Giulio
 Vischi
 Visconti-Venosta
 Zumbini

UFFICIO V.

S. A. R. il Principe Tomaso

Aporti
 Astengo
 Baldissera
 Balestra
 Bava-Beccaris
 Bocconi
 Bordonaro
 Borgatta
 Borghese
 Buonamici
 Calabria
 Caldesi
 Canevaro
 Cardona
 Caruso
 Casana
 Civelli
 Cognata
 Coletti
 Colonna Fabrizio
 Cruciani Alibrandi

D'Arco
 De Cristoforis
 De Giovanni
 Del Zio
 De Marinis
 De Renzi
 Di Castroflippo
 Dini
 Di San Giuliano
 Fabrizi
 Facheris
 Faina Eugenio
 Fecia di Cossato
 Figoli Des Geneys
 Fiocca
 Garroni
 Giorgi
 Guarneri
 Guiccioli
 Inghilleri
 Mangiagalli
 Maragliano
 Monteverde
 Mosso
 Pasolini-Zanelli
 Patamia
 Paternostro
 Peiroleri
 Pessina
 Petrella
 Plutino
 Polvere
 Prinetti
 Racagni
 Rossi Giuseppe
 Senise Carmine
 Senise Tommaso
 Speroni
 Tajani
 Tommasini
 Villari
 Visocchi
 Volterra

Presentazione di disegni di legge.

TITTONI, *ministro degli affari esteri*. Domando di parlare.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

TITTONI, *ministro degli affari esteri*. Ho l'onore di presentare al Senato il seguente di-

segno di legge: « Stato di previsione dell'entrata e della spesa del Fondo per l'emigrazione per l'esercizio finanziario 1907-908 ».

PRESIDENTE. Do atto all'onorevole ministro degli affari esteri della presentazione di questo disegno di legge che sarà inviato alla Commissione di finanze per il necessario esame.

COCCO-ORTU, *ministro di agricoltura, industria e commercio*. Domando la parola.

PRESIDENTE. Ha facoltà di parlare.

COCCO-ORTU, *ministro di agricoltura, industria e commercio*. Ho l'onore di presentare al Senato i seguenti disegni di legge già approvati dall'altro ramo del Parlamento:

Modificazioni all'ultimo capoverso dell'articolo 30 della legge sul bonificamento dell'Agro Romano;

Provvedimenti per combattere le frodi nel commercio dei formaggi.

PRESIDENTE. Do atto all'onorevole ministro di agricoltura, industria e commercio della presentazione di questi disegni di legge, che saranno inviati agli Uffici per il necessario esame.

Per l'interpellanza del senatore Paternostro.

PRESIDENTE. Prego l'onor. ministro degli affari esteri di voler dichiarare se e quando intenda di rispondere all'interpellanza presentata dall'onor. Paternostro relativamente « agli ostacoli che si oppongono al l'acquisto ed alla demolizione della palazzina di Venezia in Roma, resi necessari per la ultimazione del monumento al Re Vittorio Emanuele II ».

TITTONI, *ministro degli affari esteri*. Siccome questa interpellanza è rivolta non solo a me, ma anche all'onor. ministro dei lavori pubblici, mi porrò d'accordo col mio collega per stabilire insieme all'onor. Paternostro il giorno dello svolgimento di questa interpellanza.

PRESIDENTE. Sta bene.

Rinvio della discussione del disegno di legge:
« Spesa addizionale per la sistemazione generale del fabbricato detto Malapaga ad uso di caserma principale delle guardie di finanza in Genova » (N. 706).

LACAVALA, *ministro delle finanze*. Domando la parola.

PRESIDENTE. Ha facoltà di parlare.

LACAVALA, *ministro delle finanze*. Prego il Senato di voler rinviare alla seduta di lunedì la discussione del disegno di legge relativo alla « Spesa addizionale per la sistemazione generale del fabbricato detto Malapaga ad uso di caserma principale delle guardie di finanza in Genova », poichè sono sorte delle questioni che riguardano la contabilità generale dello Stato, questioni che mi riservo di studiare e risolvere prima della seduta di lunedì.

PRESIDENTE. Se il Senato non ha nulla in contrario, la discussione di questo disegno di legge sarà rimandata alla prossima seduta.

Rinvio della discussione del disegno di legge
« Assistenza agli esposti ed all'infanzia abbandonata » (N. 537).

PRESIDENTE. L'ordine del giorno reca la discussione del disegno di legge: « Assistenza agli esposti ed alla infanzia abbandonata ».

LACAVALA, *ministro delle finanze*. Domando la parola.

PRESIDENTE. Ha facoltà di parlare.

LACAVALA, *ministro delle finanze*. Siccome l'onor. Presidente del Consiglio è impegnato nell'altro ramo del Parlamento per assistere all'esposizione finanziaria, non potrà intervenire alla seduta di oggi del Senato. Prego quindi che anche la discussione di questo disegno di legge sia rinviata alla tornata di lunedì.

PRESIDENTE. Se il Senato non ha difficoltà, così rimane stabilito.

Rinvio della discussione del disegno di legge
« Provvedimenti sull'affrancazione dei terreni dagli usi civici e sull'esercizio di questi » (Numero 624).

PRESIDENTE. L'ordine del giorno reca la discussione del disegno di legge: « Provvedimenti sull'affrancazione dei terreni dagli usi civici e sull'esercizio di questi ».

VISCHI. Domando di parlare.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

VISCHI. L'Ufficio centrale, come ben sa il Senato, ha presentato un emendamento a questo disegno di legge già approvato dall'altro ramo del Parlamento. È però a mia notizia che l'onor. ministro non intenda di accettarlo.

In tale condizione di cose sorge la necessità di riconvocare l'Ufficio centrale per vedere se

e fino a qual punto sarà possibile aderire alle premure del Governo o insistere nelle decisioni già prese.

Però oggi, dell'Ufficio centrale siamo presenti solamente due membri, cioè il senatore Boncompagni Ottoboni, che ne è il segretario, ed io che ne sono indegnamente il presidente: mancano perciò tre membri dell'Ufficio centrale, tra i quali lo stesso relatore senatore Barracco Roberto.

Prego l'illustre nostro Presidente ed il Senato di rinviare la discussione di questo disegno di legge sino a quando non sarà venuto il relatore, che ora trovasi in Calabria, o per lo meno sino a quando ci troveremo in condizione di poter avere la maggioranza dell'Ufficio centrale.

PRESIDENTE. Mi pare che la necessità della cosa sia evidente. Ad ogni modo, mi farò premura di avvertire il relatore e tutti gli altri membri dell'Ufficio centrale, perchè vogliano al più presto riunirsi per poter fissare il giorno della discussione di questo disegno di legge.

COCCO-ORTU, *ministro di agricoltura, industria e commercio*. Domando di parlare.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

COCCO-ORTU, *ministro di agricoltura, industria e commercio*. Mi permetto di pregare l'Ufficio centrale ed il Senato di affrettare la discussione di questo disegno di legge. Si tratta di un provvedimento d'indole temporanea ispirato dall'intento di evitare conflitti deplorabili e spesso gravi. La sola sua presentazione ha già influito a produrre in parte questo effetto, ma se si ritardasse ancora, potrebbero ripetersi i fatti lamentati turbando la pace delle popolazioni interessate. Occorre quindi che la discussione di questo progetto abbia luogo al più presto.

PRESIDENTE. Allora interpellero il Senato.

VISCHI. Domando la parola.

PRESIDENTE. Ha facoltà di parlare.

VISCHI. Mi pare che non vi sia bisogno d'interpellare il Senato, in quanto che il ministro aderisce per ora alle preghiere che io mi sono permesso di fare come presidente dell'Ufficio centrale, per il rinvio della discussione.

Nel giorno in cui, dietro le risposte del relatore e degli altri componenti dell'Ufficio centrale, sorgesse da parte del Governo o da

parte nostra la necessità di proporre al Senato una deliberazione, ne discuteremo; ma ora resta inteso, come il signor Presidente ha detto, che la discussione sarà rinviata, e che saranno pregati gli altri componenti dell'Ufficio centrale di trovarsi qui per compiere insieme il nostro dovere.

PRESIDENTE. Confido che per martedì o mercoledì al più tardi l'Ufficio centrale potrà essere convocato.

VISCHI. Per conto mio, sono agli ordini del Senato e del signor Presidente.

PRESIDENTE. Allora anche la discussione di questo disegno di legge è rinviata a giorno da destinarsi.

Discussione delle proposte della Commissione per il Regolamento interno del Senato (numero LXXXIII - Documenti).

PRESIDENTE. Passiamo ora all'altro argomento iscritto all'ordine del giorno: « Relazione della Commissione per il regolamento interno del Senato ».

Il Senato ricorda che fu nominata una Commissione per lo studio del regolamento interno del Senato; questa Commissione si è radunata parecchie volte ed è venuta nel concetto di non proporre una *instauratio ab imis fundamentis*, ma di proporre solo quelle modificazioni che l'esperienza ha dimostrato più urgenti. È appunto sopra una di queste modificazioni che la Commissione riferisce con relazione dell'onor. senatore Casana. Prego l'onor. senatore, segretario, Arrivabene di dar lettura delle modificazioni proposte.

(V. Stampato N. LXXXIII - Documenti).

ARRIVABENE, *segretario*, legge:

PRESIDENTE. Dichiaro aperta la discussione generale e do facoltà di parlare all'onorevole senatore Casana, relatore della Commissione.

CASANA, *relatore*. In verità io avrei poco d'aggiungere alla relazione che precede la proposta della Commissione permanente per il regolamento. Tuttavia, per il debito che spetta al relatore di chiamare maggiormente l'attenzione dei colleghi sulle proposte che vengono presentate, non ho che a riferirmi al sentimento che anima tutti gli egregi componenti del Senato, al sentimento cioè che i nostri lavori legislativi abbiano a procedere il meglio ed

il più rapidamente possibile, compatibilmente con le condizioni generali.

È risultato che, nonostante la buona volontà di tutti i membri del Senato affinché questi studi legislativi abbiano lo sviluppo normale e regolare, qualche volta gli Uffici centrali figurano meno diligenti, perchè non vi è l'occasione di dare soddisfazione al Senato in modo esplicito coll'espone le ragioni, per le quali lo studio di taluni progetti di legge dura più in lungo di quello che a taluno potrebbe sembrar necessario. È per questo motivo che la Commissione permanente per le modificazioni al regolamento ha creduto di proporre una speciale aggiunta. Essa è essenzialmente insita nel secondo comma dell'articolo 22-*quater* nel quale si dice: « Ogniqualvolta la scadenza del termine per la presentazione della relazione non risulti dal disegno di legge, — come appunto ne è stato il caso oggi per il disegno di legge che approva il trattato di commercio con la Russia, per il quale vi era scadenza fissa, — se la relazione non può essere presentata entro due mesi dalla costituzione dell'Ufficio centrale, a cura del presidente, ed in difetto a cura del segretario, deve esserne data partecipazione motivata al Presidente del Senato, che ne farà oggetto di comunicazione al Senato nella prima tornata successiva. Tanto in quell'occasione quanto in seguito, il Senato può fissare un termine per la presentazione della relazione, dopo il qual termine il disegno di legge viene discusso sovra relazione verbale. In tal caso la relazione orale, estratta dal resoconto stenografico della seduta, sarà, a cura dell'ufficio di segreteria, stampata e numerata fra gli Atti del Senato ».

Questo è, direi, il nocciolo delle proposte di modificazioni ed aggiunte al nostro regolamento, che noi proponiamo.

Le altre disposizioni non sono che la constatazione di uno stato di fatto che in questa occasione è sembrato opportuno introdurre come aggiunte al nostro regolamento.

L'art. 22-*bis*, infatti, è così redatto: « È affidato alle cure del Presidente, a mezzo dell'ufficio di segreteria, l'accertamento della costituzione degli Uffici centrali e dell'andamento dei loro lavori ».

Nell'art. 22-*ter* è detto: « Dopo la loro costituzione, le successive convocazioni degli Uf-

fici centrali, per il regolare svolgimento dei lavori, sono fatte dal loro presidente, a mezzo dell'ufficio di segreteria ».

Nel caso di protratto impedimento del presidente, alle necessarie convocazioni dell'Ufficio centrale, deve provvedere, prima della nomina del relatore, il segretario, e dopo quella nomina, il relatore stesso ».

Poi viene il primo comma dell'art. 22-*quater*, col quale si dispone perchè a cura del presidente dell'Ufficio centrale, ed in difetto a cura del relatore, la relazione sia presentata al Senato in pubblica adunanza, essendochè parve opportuno dare questa solennità alla presentazione delle relazioni, mentre nel caso di sospensione delle tornate la relazione sarà trasmessa al Presidente, che ne dovrà dare notizia nella prima tornata successiva.

L'art. 22-*quinquies*, per ultimo, stabilisce che « le disposizioni dell'articolo precedente si applichino pure alle relazioni delle Commissioni permanenti ».

Come vedete, egregi colleghi, le proposte della vostra Commissione permanente per il regolamento sono modeste, ma rispondono alle esigenze dello svolgimento dei nostri lavori legislativi; ma siccome speriamo che non ci venga meno la vostra fiducia, vi possiamo assicurare che, presentandosene la necessità, non mancheremo di sottoporre all'approvazione del Senato quante altre proposte occorreranno.

Il Senato infatti ha dimostrato di preferire il sistema dei ritocchi al regolamento man mano che le esigenze del lavoro legislativo li suggeriscono, anzichè introdurre nel regolamento grandi innovazioni tutte in una volta; credo pertanto che in queste nostre proposte il Senato possa trovare corrispondenza col suo pensiero.

Chiusura di votazione.

PRESIDENTE. Dichiaro chiusa la votazione a scrutinio segreto ed invito i signori senatori, segretari, a voler procedere alla numerazione dei voti.

(I senatori segretari fanno lo spoglio delle urne).

Ripresa della discussione.

PRESIDENTE. Riprenderemo la discussione delle modificazioni al nostro regolamento.

Ha facoltà di parlare il senatore Vischi.

VISCHI. Non ho alcuna difficoltà di dare voto favorevole alle proposte presentateci dalla Commissione permanente per il regolamento interno del Senato, poichè veggo che esse sono informate ad un desiderio giusto ed onesto di tutti, cioè quello di eliminare qualsiasi difficoltà per il più sollecito e per il più ordinato lavoro legislativo di questo alto Consesso, e varranno ad eliminare difficoltà, derivate, qualche rara volta, da mancanza di zelo, ed altre più facili derivate da eccessivo zelo e forse da nostra arrendevolezza.

Spiego meglio il mio pensiero. Dalle proposte della Commissione si potrebbe da qualcuno argomentare che il Senato fosse poco sollecito nell'adempimento de' suoi doveri. Questo sarebbe perfettamente contrario al vero.

Tutti invece dovrebbero deplorare la sollecitudine che il Senato, in certi periodi, pone nell'adempimento del suo ufficio.

Non è raro, anzi direi, che è sventuratamente normale il caso d'un lavoro ingombrante, enorme, nei giorni, in cui altri, che non sono della nostra età, sentono già il bisogno di darsi riposo e vacanze. Al contrario noi rimaniamo qui a dare prova di una premura molto discutibile, e che fa sospettare che ci riduciamo a porre il polverino, giacchè pare incredibile che si possa in poche ore fare quello che in altra assemblea richiese lungo tempo. E noi abbiamo veduto quasi sempre da parte delle Commissioni permanenti e da parte degli Uffici centrali presentare relazioni soventi elaborate in un tempo assolutamente breve.

Dunque il rigore che vi viene proposto dalla Commissione di affrettare le relazioni, corrisponde ad una abitudine che ha il Senato, mentre la disposizione relativa alla solenne presentazione delle relazioni servirà a frenare quel lavoro affrettato di certi periodi.

Ma ho domandato la parola per fare una raccomandazione alla Commissione. La Commissione ci ha detto che con queste proposte non intende di avere adempiuto a tutto il suo ufficio e molto meno alla parte urgente dei desiderati già espressi in quest'Aula, o isolatamente, o anche dalla stampa. Ed io, con quella fiducia grandissima che ne ispirano gli illustri uomini che compongono la Commissione, mi aspetto sia riferito su di un voto già manife-

stato da me, voto che sembra di piccolo contenuto, ma che i signori senatori riconosceranno subito essere invece di non lieve importanza morale e politica.

Oggi le deliberazioni del Senato sono assolutamente anonime. Nei resoconti del Senato si dice « il Senato approva o il Senato non approva ». E da chi era composto il Senato? Solo il numero è indicato. E gli individui che formarono tale numero? I nostri resoconti tacciono completamente al riguardo, tenendoci assolutamente nascosti dinanzi alla pubblica opinione, disabituantoci a quel sentimento di completa responsabilità politica.

Ciò contribuisce a rafforzare un concetto che non pochi hanno del Senato, concetto pel quale poco si occupano delle nostre deliberazioni.

E perchè? Perchè noi ci nascondiamo sempre, anche quando col solo voto prendiamo parte ai lavori del Senato, quasi sprezzanti del controllo della pubblica opinione. Per un certo abbandono abbiamo creduto di non fare mai uso di quello che è il mezzo migliore per mantenere intatto ed alto il prestigio di un corpo politico; cioè del mezzo dell'appello nominale; ma non dobbiamo arrivare sino a pubblicare le nostre deliberazioni senza neanche dire, come si fa alla Camera dei deputati, i nomi di coloro che parteciparono alla votazione. Ora io domando: come il pubblico potrà mai valutare appieno le nostre deliberazioni? Egli è per queste ragioni che faccio viva preghiera alla Commissione di portare la sua attenzione anche su questa proposta, che, come ho detto sin dal principio, può sembrare di lieve contenuto, ma che ha un'importanza politica non piccola.

Noi dobbiamo avere intiero il sentimento della nostra libertà di azione, la quale però non può esistere, specialmente nei tempi moderni, che in corrispondenza di un largo sentimento di responsabilità sotto il continuo e completo controllo della pubblica opinione; e la responsabilità non deve nascondersi dietro formule anonime. Diversamente non si può pretendere di avere da parte del pubblico tutta quella considerazione, senza della quale anche un altissimo corpo politico, come il nostro, si avvia alla decadenza.

CASANA, *relatore*. Domando di parlare.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

CASANA, *relatore*. L'onor. Vischi ha chiamato l'attenzione sopra una disposizione che egli desidererebbe inclusa nel regolamento; essa, se ho ben capito, sarebbe nel senso che nei resoconti degli Atti del Senato abbia a risultare il nome dei senatori che avessero preso parte alle sedute. Posso accertare che qualunque proposta venga da un egregio collega sarà accolta come oggetto di studio. Evidentemente però bisogna tener presente che quella, se io l'ho rettamente intesa, sarebbe una innovazione nel campo delle abitudini parlamentari, perchè nemmeno negli Atti dell'altro ramo del Parlamento è tenuta in conto la semplice presenza alle sedute; vi si fa risultare soltanto il nome di coloro che prendono parte alle votazioni. Desidererei quindi, perchè la Commissione per il regolamento possa sapere in quale misura debba tener conto della proposta del senatore Vischi, che egli si compiacesse spiegare se fu bene intesa la sua proposta, o se invece non intese dire che debba esser segnalata la presenza dei senatori che prendono parte alle votazioni.

Quanto alla questione dell'appello nominale, l'invito a valersi di quella facoltà che è già compresa nel regolamento, è soprattutto diretto al Senato; e quindi su questo argomento la Commissione, non avrebbe più che vedere.

Risultato di votazione.

PRESIDENTE. Proclamo il risultato della votazione a scrutinio segreto sul trattato di commercio con la Russia:

Senatori votanti	91
Favorevoli	85
Contrari	6

Il Senato approva.

Ripresa della discussione.

PRESIDENTE. Continuiamo la discussione delle modificazioni al Regolamento.

VISCHI. Domando di parlare.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

VISCHI. Ha perfettamente ragione l'amico senatore Casana quando dice che del poco uso dell'appello nominale non debbasi occupare la Commissione del regolamento in quanto che tale mezzo di votazione è già sancito nel re-

golamento vigente e non resterebbe al Senato che farne, quando e come crede, uso più frequente.

Parlai d'appello nominale incidentalmente, tanto per rilevare che, un po' per volontà di tutti, noi finiamo col non affermare — e sarebbe bene che si affermasse anche ad esuberanza — questa vita politica del primo corpo politico dello Stato.

Ma voglio aderire subito all'invito fattomi dall'onorevole relatore, spiegando il mio pensiero circa l'altra proposta che egli ha avuto la bontà di promettermi di prendere in considerazione: la mia proposta non era già quella che ogni giorno si debba segnare nei resoconti il nome dei presenti, no; ma che ogni volta che si verifica una votazione, si debbano segnare i nomi di coloro che a quella votazione parteciparono. Perchè, s'intende bene, la mia proposta non ha uno scopo di vanità, di far sapere al pubblico chi è zelante e chi non lo è, notizia che al massimo, arriverebbe ai pochi che si possono dare la malinconica distrazione di leggere i resoconti stenografati del Parlamento.

La mia proposta è di dare una responsabilità vera e reale alla formola che si annunzia dal Presidente circa il numero dei votanti; dicendo gl'individui che presero parte alla votazione.

In altri termini, onorevole Casana, io non desidero altro dal regolamento del Senato che il medesimo sistema, il quale vige per la Camera dei deputati.

PRESIDENTE. Se nessun altro chiede di parlare, dichiaro chiusa la discussione generale.

Passeremo alla discussione degli articoli: rileggo il primo articolo aggiunto:

Art. 22 bis.

E affidato alle cure del Presidente, a mezzo dell'ufficio di segreteria, l'accertamento della costituzione degli Uffici centrali e dell'andamento dei loro lavori.

BORGATTA. Domando la parola.

PRESIDENTE. Ha facoltà di parlare.

BORGATTA. Desidererei fosse chiarito il senso di questo nuovo articolo che si propone. Esso dice «è affidato alla cura del Presidente a mezzo dell'ufficio di segreteria...». Io vorrei

si dicesse « a mezzo dei signori senatori segretari »; perchè mi pare più conveniente che questa attribuzione sia demandata ai signori senatori segretari della Presidenza e non agli impiegati di segreteria.

Com'è compilato l'articolo, parrebbe piuttosto che quest'ufficio voglia demandarsi agli impiegati della segreteria; io quindi proporrei che si modificasse la dizione in questo modo: « È affidato alla cura del Presidente, a mezzo dei senatori segretari, l'accertamento della costituzione degli Uffici centrali e dell'andamento dei loro lavori ».

Su questa mia proposta desidererei conoscere il parere della Commissione.

CASANA, *relatore*. Domando la parola.

PRESIDENTE. Ha facoltà di parlare.

CASANA, *relatore*. La Commissione si rende ragione del primo impulso che può aver suggerito al senatore Borgatta la sua osservazione e la sua proposta; ma pregherei il senatore Borgatta di riflettere che questo inciso « a mezzo dell'ufficio di segreteria », ha una portata d'esecuzione materiale, talchè non si è con esso dimenticata l'alta funzione dei senatori segretari, nè la deferenza che ad essi si deve; sarebbe anzi a temere che, qualora si accettasse la dizione proposta dall'onor. Borgatta, quanto in lui era suggerito dal rispetto al decoro degli onorevoli segretari della Presidenza si convertirebbe invece in un minor riguardo verso di essi. Qui invero si tratta esclusivamente di una funzione materiale, epperò meno opportuna per i senatori segretari.

L'autorità è quella che emana dal Presidente, mentre l'ufficiale di segreteria è il braccio che attua ciò che la mente del Presidente ha immaginato. Quindi a nome della Commissione permanente per il regolamento prego il senatore Borgatta di non insistere nella sua proposta.

PRESIDENTE. Il senatore Borgatta insiste?

BORGATTA. Credo che in proposito debba dire qualche cosa il senatore Biscaretti, ed io mi riservo di parlare dopo di lui.

PRESIDENTE. E allora ha facoltà di parlare il senatore Biscaretti.

BISCARETTI. Io plaudo all'opera della Commissione e solo vorrei fare un'osservazione circa il termine dei due mesi...

PRESIDENTE. Per l'ordine della discussione mi permetto di osservarle, onor. senatore Bi-

scaretti, che di ciò ella potrà parlare fra breve quando si discuterà l'art. 22-*quater*. Su questo art. 22-*bis* ha nulla da dire?

BISCARETTI. Nulla.

PRESIDENTE. Allora torno a domandare al senatore Borgatta se insiste nella sua proposta.

BORGATTA. Io avevo fatto l'osservazione che il Senato ha inteso; ma poichè la Commissione non l'accetta, non vi insisto.

PRESIDENTE. Allora pongo ai voti l'articolo 22-*bis*. Chi intende di approvarlo è pregato di alzare la mano.

(Approvato).

Art. 22-*ter*.

Dopo la loro costituzione, le successive convocazioni degli Uffici centrali pel regolare svolgimento dei lavori sono fatte dal loro presidente, a mezzo dell'ufficio di segreteria.

Nel caso di protratto impedimento del presidente, alle necessarie convocazioni dell'Ufficio centrale deve provvedere, prima della nomina del relatore, il segretario, e dopo quella nomina il relatore stesso.

(Approvato).

Art. 22-*quater*.

A cura del presidente dell'Ufficio centrale, ed in difetto a cura del relatore, la relazione è presentata al Senato in pubblica adunanza. Nel caso di sospensione delle tornate, la relazione è trasmessa al Presidente, che ne dà notizia nella prima tornata successiva.

Ogniquale volta la scadenza del termine per la presentazione della relazione non risulti dal disegno di legge, se la relazione non può essere presentata entro due mesi dalla costituzione dell'Ufficio centrale, a cura del presidente, ed in difetto a cura del segretario, deve esserne data partecipazione motivata al Presidente del Senato, che ne farà oggetto di comunicazione al Senato nella prima tornata successiva.

Tanto in quell'occasione quanto in seguito, il Senato può fissare un termine per la presentazione della relazione, dopo il qual termine il disegno di legge viene discusso sovra relazione verbale. In tal caso la relazione orale, estratta dal resoconto stenografico della seduta, sarà, a cura dell'ufficio di segreteria, stampata e numerata fra gli Atti del Senato.

PRESIDENTE. Questo è l'articolo sul quale il senatore Biscaretti aveva da fare le sue osservazioni. Egli ha facoltà di parlare.

BISCARETTI. Io approvo perfettamente il primo comma di quest'articolo, il quale fa sì che il relatore abbia l'onore di presentare la sua relazione al Senato; e in questo modo il Senato è informato (ciò che ora forse non accade sempre), della presentazione della relazione.

Vengo ad una brevissima osservazione che debbo rivolgere alla Commissione. Qui è indicato un termine di due mesi, e sta benissimo che questo termine sia fissato in due mesi perchè non si vada alle calende greche. Ma può succedere che, sia per dimenticanza naturale, sia per condizioni di salute del presidente, del segretario o del relatore, questi due mesi passino senza che la persona che dovrebbe fare ciò che è detto in questo articolo se ne accorga. Perciò mi pare dovrebbe essere sottinteso che la segreteria avvisasse chi si trova nelle condizioni di questo ritardo affinchè possa porvi riparo. Nella stagione estiva poi, ad esempio, il Senato sospende i suoi lavori. Se c'è una relazione da presentare possono passare i due mesi. Se dobbiamo stare al regolamento, alla riapertura del Senato tutte queste relazioni devono essere in queste condizioni. Io raccomanderei alla Commissione che trovasse il mezzo di stabilire che la segreteria fosse incaricata di avvertire ufficialmente (come del resto in un altro regolamento esiste) la persona che non ha presentata questa relazione, di mettersi in regola. Null'altro ho da dire.

BORGATTA. Domando di parlare.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

BORGATTA. Su questo articolo io invece avrei da fare un'altra osservazione, se incontrerò le grazie della Commissione. (*Si ride*).

Io sono d'accordo, come l'onor. Biscaretti, nel riconoscere lodevole l'intento di questa nuova disposizione per la quale d'ora in avanti le relazioni dovranno essere presentate in pubblica seduta del Senato, così il Senato sarà informato di quando sono presentate le relazioni per i diversi progetti di legge; ma per raggiungere questo scopo mi pare converrà modificare alquanto la dizione del primo comma dell'art. 23-*quater* perchè esso incomincia così: « A cura del presidente dell'Ufficio centrale... ».

Si vede che la Commissione ha considerato

solo una parte dei lavori del Senato, quelli che escono dagli Uffici centrali, ma bisogna pure tener presente come una parte notevole del lavoro che viene davanti al Senato è opera della Commissione di finanze o di altre Commissioni speciali: per esempio la Commissione sui trattati di commercio e simili.

PRESIDENTE. La prego di considerare che l'art. 22-*quinquies* dice: « Le disposizioni dell'articolo precedente si applicano pure alle Commissioni permanenti »...

BORGATTA. Forse con la proposta che io faccio si potrebbe abolire appunto quest'altro articolo.

Io proporrei che il 22-*quater* potesse cominciare con queste parole: « La relazione sarà dal relatore presentata alla tribuna del Senato in seduta pubblica »; così sarebbe anche meglio precisato chi è che deve presentare la relazione. Infatti la presentazione della relazione in pubblica seduta deve di regola essere fatta dal relatore, come si pratica alla Camera dei deputati; se per caso il relatore è indisposto o altrimenti impedito, la presentazione viene fatta per suo incarico da un altro dei membri dell'Ufficio centrale. Quindi se la Commissione crede accettabile la mia proposta, io la formulo così: « La relazione sarà presentata dal relatore alla tribuna del Senato in seduta pubblica » ed il resto dell'articolo resterebbe come la Commissione stessa ha proposto.

CASANA, *relatore*. Domando di parlare.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

CASANA, *relatore*. Io, a nome della Commissione, comincio con l'assicurare il senatore Biscaretti che, nell'intendimento della Commissione permanente per il regolamento, i due mesi debbono essere computati nel periodo di lavoro effettivo parlamentare, e per conseguenza non deve includersi nel periodo dei due mesi il periodo di sospensione dei lavori parlamentari, quando, cioè, il lavoro parlamentare dei due rami del Parlamento è interrotto. Date queste spiegazioni, confido che l'onor. senatore Biscaretti non troverà più ad eccepire sul termine dei due mesi.

Il senatore Borgatta ha fatto appello alle grazie della Commissione permanente per il regolamento. La Commissione è sempre lieta di accogliere, ed accoglie con ogni sentimento di deferenza le proposte che le vengono dai col-

leggi, ma nel caso attuale non basta tutta la buona volontà della Commissione permanente a far dimenticare questa circostanza pratica, che se si limita la presentazione della relazione al relatore, si viene a creare un incaglio alla presentazione della relazione tutte le volte che accidentalmente il relatore possa non trovarsi presente, mentre invece, se può lasciarsi la formula presentata dalla Commissione, uno dei due, presidente o relatore dell'Ufficio centrale, potrà sempre compire quell'atto di deferenza verso il Senato. Questa la ragione d'indole pratica, ma ve n'è un'altra d'indole più elevata. Chi rappresenta l'Ufficio centrale è il presidente, quindi è naturale che di regola gli atti che si compiono a nome della Commissione siano compiuti dal presidente, a meno di delega, come avviene di fatto quando il relatore difende l'operato della Commissione.

BORGATTA. Alla Camera è il relatore.

CASANA, *relatore*. Oggi se io parlo, parlo per delega avuta dai colleghi, e dall'egregio presidente della Commissione. Quindi la Commissione è dolente di non poter essere così graziosa (*si ride*) come vorrebbe l'egregio collega, ma crede preferibile la dicitura da essa proposta. Ad ogni modo non ne fa una questione.

CAVASOLA. Domando la parola.

PRESIDENTE. Ha facoltà di parlare.

CAVASOLA. Io ho seguito con attenzione questa discussione sulla prefissione di un termine alla presentazione delle relazioni. In massima non posso che convenirne. Accade alle volte (e potrei citare anche degli esempi) che pel ritardo del relatore un progetto di legge, o non viene più in discussione durante la sessione o non se ne parla per anni e scompare. È grave l'inconveniente e merita l'attenzione del Senato, come ha richiamato quella della nostra Commissione; però non mi pare che il rimedio proposto sia completamente efficace. Prima di tutto può darsi che il presidente dell'Ufficio centrale e il relatore si confondano nella stessa persona. Io cito un esempio: il progetto di legge sul credito navale (a parte ogni apprezzamento di merito) è stato assegnato in relazione al presidente, il quale era di parer contrario, ed ha tardato a fare la relazione: ha tardato tanto che è morto ed il

progetto è trapassato con lui. Sono trascorsi due anni ormai e non se ne parla più.

In questo caso a chi starebbe di richiamare in vita quel progetto? qui non è detto: non c'è più relatore, non c'è più presidente; dovrebbe essere l'ufficio di Presidenza del Senato quello che se ne dovrebbe incaricare.

Secondo punto. È bene fissare un termine perchè non si può andare all'infinito, ma vi possono essere anche dei progetti e molti dei quali due mesi di tempo non bastano ad esaurire lo studio e a dettare la relazione. Poniamo per esempio la riforma di un Codice. La riforma del Codice militare ha richiesto otto mesi di studio dalla Commissione e dal relatore prima di poter dare la relazione, ed un progetto di un'importanza consimile potrebbe mai venire discusso con una relazione orale dinanzi al Senato e passare fra gli Atti parlamentari solamente pel tramite dei resoconti stenografici? A me pare di no. Io vedo l'inconveniente del sistema attuale, ma mi permetta la Commissione, non vedo l'efficacia del rimedio proposto.

Consentitemi ora che io aggiunga un'altra osservazione.

È bene per regola generale, l'accetto anche io, che si faccia la presentazione delle relazioni in pubblica seduta, come si fa alla Camera dei deputati ordinariamente. Ma riportiamoci per un momento ai nostri periodi affrettati, stretti dalla chiusura dei lavori parlamentari, alla vigilia delle ferie; quante volte noi siamo costretti dalla necessità pratica di mandare al Presidente la nostra relazione alla sera, dopo la seduta, affinchè sia stampata e distribuita l'indomani mattina!

Questa è una necessità alla quale ci dobbiamo tutti sottoporre o di buona o di mala voglia, perchè il tempo non ammette dilazione. Se dobbiamo aspettare la presentazione della relazione in pubblica seduta, noi questo lavoro, per quanto non sia il più piacevole nè il più commendevole come sistema, non potremo farlo neppure per eccezione. Tuttavia è utile, qualche volta anzi indispensabile, tale lavoro, che sarà fermato.

Io richiamo l'attenzione della Commissione nostra su queste modeste osservazioni che ho esposte, tratto dalla discussione che si è svolta qui, e non preparato. Io non sono in grado di fare una proposta concreta; se la dovessi fare,

rimetterei tutte queste norme alla saviezza, alla diligenza della Presidenza, tanto per il richiamo dei progetti rimasti troppo tempo senza relazione, come pei casi pratici, non superabili diversamente, delle relazioni presentate direttamente alla Presidenza.

VISCHI. Domando la parola.

PRESIDENTE. Ha facoltà di parlare.

VISCHI. Comprendo che è assai difficile intendersi sui minuti particolari di una riforma regolamentare; ma non dobbiamo dimenticare il punto di partenza sul quale abbiamo detto di essere tutti d'accordo, cioè di voler stabilire col regolamento che le relazioni si devono presentare in seduta pubblica.

E dico subito, che in ciò faccio consistere principalmente la bontà della proposta della Commissione, perchè in quanto a tutto il resto nel regolamento vigente c'è il modo di accomodarsi.

Il senatore Cavasola ha detto una cosa giusta in base a quello da me già accennato sin dal principio, e che accade, specialmente in certi periodi di lavori del Senato; ha detto: non dimenticate che purtroppo, alla vigilia delle ferie viene tale un cumulo di lavoro, per cui bisogna approntare le relazioni, perchè servano magari stasera per domani. Anzi egli con una franchezza che va lodata, giacchè è meglio mettere tutto in chiaro, ha detto quello che davvero accade ed è deplorabile che accada, cioè, che mentre il regolamento vuole che la relazione sia stampata e distribuita anticipatamente, quarantott'ore avanti che sia messo un progetto all'ordine del giorno, sovente il Presidente, togliendo la seduta, annuncia per la tornata successiva, magari per domani, la discussione di un progetto di legge di cui la relazione è ancora di là da venire. Ciò non potrà verificarsi quando la relazione dovrà essere presentata solennemente.

L'attuale sistema di presentare alla segreteria la relazione porta facilmente all'inconveniente che molti di noi veniamo qui dentro senza aver potuto vedere, non dico leggere, la relazione, per la sola ragione che questa non esisteva. Ed allora in che consiste il rimedio? Consiste nel frenare per i casi generali la nostra condiscendenza e mettersi nella condizione di poter osservare a chi di dovere, cominciando dal Governo, che cioè, se il lavoro

da assolvere venisse tardi, noi per il regolamento non potremmo corrispondere, come una volta, alle premure, perchè dovremo prima far la relazione, poi farla annunciare solennemente in seduta pubblica, e soltanto allora metterla all'ordine del giorno.

Io sono sicuro che quando il Governo avrà provato le conseguenze di questa nuova disposizione, non si ricorderà di noi alla 24^a ora, ma vorrà fare una distribuzione del lavoro legislativo in una maniera diversa. Questo dico ora non perchè i ministri non si trovano al loro banco, giacchè l'ho detto in contraddizione dei ministri, deplorando il loro contegno, anche quando al banco vi erano amici miei politici e personali; lo dico perchè questa è la verità. Noi dobbiamo cospirare a fine di bene, per vincolare noi stessi, e mettere tutti nella condizione di rendere più vero, più reale il lavoro del Senato.

Col nuovo regolamento che accadrà? I progetti di legge di ordinaria importanza, dovranno rispettare i termini di rigore, così come ci viene proposto dalla Commissione: si dovrà fare la relazione che sarà presentata solennemente, poi verrà messa all'ordine del giorno. Si arriverà così alla discussione? Ciò, non avvenendo, non potrà ricadere sulla responsabilità del Senato.

Pei progetti di grande importanza, di riconosciuta urgenza, continuerà ad aver vigore quel relativo articolo del regolamento che permette al Senato, anche seduta stante, di far riferire oralmente. S'intende bene che questo è un rimedio che presuppone gravità ed importanza di interesse pubblico.

Il Presidente non lo proporrà, il Senato non lo accorderà in casi diversi, perchè non è onesto prendere in esame un disegno di legge, metterlo all'ordine del giorno prima che la relazione sia stampata e distribuita. Anzi io arriverei fino al rigore di portare nel regolamento del Senato la disposizione che vige alla Camera dei deputati, cioè che non si possa mettere all'ordine del giorno la discussione di un disegno di legge prima dei termini stabiliti senza una solenne votazione a scrutinio segreto.

Di ciò parlerò più lungamente altra volta; ma son convinto che così soltanto noi saremmo in regola con la nostra coscienza e ciascuno saprebbe come compiere il proprio dovere.

Non vorrei che le osservazioni, peraltro giustissime, del senatore Cavasola preoccupassero gli animi dei senatori fino al punto da non far vedere la bontà di questa proposta che ci viene dalla Commissione permanente, proposta che si riassume così: per i casi eccezionali il rimedio già esistente nel regolamento vigente; e pei casi normali rigore, assoluto rigore, che servirà alla migliore discussione dei progetti di legge, e servirà principalmente al decoro del Senato.

In quanto al termine per la presentazione della relazione, il senatore Cavasola dice che due mesi possono essere troppi od anche troppo pochi. S'intende bene. Se pochi, verrà il presidente dell'Ufficio centrale a domandare al Senato una proroga per poter assolvere al proprio dovere, come del resto si dice dall'articolo propostoci; ed il Senato, edotto dell'importanza delle ragioni, certamente non negherà la proroga. Se troppi, si userà la sollecitudine regolamentare.

Il senatore Borgatta non vorrebbe determinare l'individuo, la persona che dovrebbe al Senato presentare la relazione; ed ha ragione. Può accadere il caso, citato dal senatore Cavasola, che il presidente e il relatore siano la stessa persona e, questa non potendo trovarsi qui in un tal giorno, non potesse presentare la relazione. Si potrebbe stabilire che la relazione sarà presentata dal relatore o a suo nome da un altro membro della Commissione. In verità può accadere che il relatore, pure avendo preparata la relazione, si trovi fuori Roma, e gli sia difficile di venire qui in Senato anticipatamente per presentarla. Potrebbe un altro membro dell'Ufficio centrale presentarla al Senato a nome del relatore. A noi non interessa che la relazione sia presentata dal relatore o da un'altra persona, a noi è sufficiente l'atto solenne della presentazione.

Salvo l'augurio di vedere sopra questo punto proporre dalla Commissione una dizione più larga, prego il Senato di votare l'articolo del regolamento come ci è proposto, perchè serve a frenare la bontà dell'animo nostro.

Noi siamo vecchi ed abbiamo i difetti dei vecchi: siamo troppo condiscenti, salvo qualche rara volta in cui per dare prova di forza ci facciamo trascinare sino alla ferocia, che ci pare fierezza. Freniamoci dunque, premunia-

moci contro tutti, anche contro noi medesimi, pensando che in politica bisogna non solamente essere, ma anche parere.

CASANA, *relatore*. Domando di parlare.

PRESIDENTE. Ne ha facoltà.

CASANA, *relatore*. Le osservazioni del senatore Cavasola, ed alcune del senatore Vischi, che ringrazio per la parte nella quale ha svolto dei concetti che sono comuni con quelli della Commissione, hanno senza dubbio grande importanza, ma pregherei gli egregi colleghi a tener conto del fatto che nel formulare delle disposizioni regolamentari, si rischia di fuorviare quando si vogliono troppo analizzare i diversi casi. Vi è qualche cosa che sarà sempre al disopra della materiale disposizione regolamentare ed è l'autorità del Senato che è rappresentata dall'autorità del Presidente.

Il senatore Cavasola ha accennato al caso del presidente dell'Ufficio centrale, quando ad un tempo relatore, e che per ragioni di infermità od altro non assolve il compito a lui affidato. Evidentemente, se ciò avvenisse, il Presidente del Senato, del quale appunto l'art. 22-*bis* consacra le facoltà, procurerebbe di stimolare questa persona, e quando avvenisse che, non ostante gli eccitamenti, a questa per circostanze indipendenti dalla propria volontà, non fosse possibile presentare materialmente ed in persona la relazione, è sempre aperta la via al Presidente del Senato d'informarne il Senato che provvederebbe. Non mi pare che il caso singolo, eccezionalissimo, abbia a condurre alla modificazione dell'articolo proposto. Altrettanto direi riguardo alla preoccupazione che per taluni dei disegni di legge due mesi non siano sufficienti; questa eventualità è probabile, ma l'art. 22-*quater* provvede al caso, perchè in quell'occasione il Senato potrà fissare un termine anche lungo per la presentazione della relazione, e solo dopo quel rinvio il disegno di legge verrebbe discusso sopra relazione verbale.

Il senatore Vischi ha già messo in evidenza una delle portate molto utili di questa disposizione del regolamento. È nel sentimento di tutti i senatori quanto sia penoso per l'azione sua legislativa il fatto che spesso, per negligenza del Governo nel trasmettere in tempo i disegni di legge od altrimenti, per circostanze fortuite, il Senato si trovi costretto a dover

far concorrere la sua saviezza e la sua operosità al fine di esplicare in brevissimo tempo lo studio di disegni di legge molte volte anche ponderosi, e ciò più specialmente negli ultimi tempi prima delle ferie parlamentari.

Come il senatore Vischi ha molto giustamente rilevato, in conseguenza della fatta proposta, l'autorità del nostro Presidente si trova, di fronte al Governo, armata di disposizioni regolamentari le quali conducono ad evitare quello scandalo. È infatti cosa scandalosa che l'operosità e la saviezza dei senatori sia sottoposta ad uno sforzo così immane come ormai si è abituati a pretendere in quel periodo di tempo.

Nè del resto è necessaria una disposizione speciale nel senso che vorrebbe l'onor. Vischi per la distribuzione delle relazioni.

Il desiderio dell'onor. Vischi è già previsto dal nostro regolamento all'articolo 21, e la disposizione, che la Commissione ha proposto, viene a richiamare la necessità di essere molto più rigorosi nell'accordare quell'urgenza che nello stesso art. 21 permette l'eccezione al prefisso termine per la distribuzione delle relazioni.

Perciò io concluderei pregando, a nome della Commissione, di accogliere l'art. 22-*quater* come è stato proposto, meno una variazione di forma della quale parlo adesso.

Nel secondo comma di questo articolo si dice: « che se la relazione non può essere presentata entro due mesi dalla costituzione dell'Ufficio centrale, a cura del presidente, ed in difetto a cura del segretario, deve esserne data partecipazione motivata al Presidente del Senato che ne farà oggetto di comunicazione al Senato nella tornata successiva ».

Il senso di questo articolo è manifesto, ma è sembrato a qualcuno fosse più opportuno che le parole « deve esserne » siano intercalate tra le parole: « dell'Ufficio centrale » e « a cura ».

In questo modo l'articolo risulta d'interpretazione più chiara: esso suonerebbe così:

« Se la relazione non può essere presentata entro due mesi dalla costituzione dell'Ufficio centrale, *deve* a cura del presidente, ed in difetto a cura del segretario, *esserne* » ecc.; il resto è identico.

Come vedono è una modesta modificazione di forma. Prego pure il Senato di voler accogliere un'altra lieve modificazione di forma all'ultimo comma di quest'articolo 22-*quater*

per chiarire il dubbio che ha fatto sorgere con le sue osservazioni il senatore Cavasola.

Si direbbe: « Tanto in quell'occasione, quanto *dopo i detti due mesi* » invece di dire: « *quanto in seguito* » ed il resto del comma rimarrebbe quale è.

PRESIDENTE. Darò lettura dell'art. 22-*quater* con le modificazioni proposte dalla Commissione.

Art. 22-*quater*.

A cura del presidente dell'Ufficio centrale, ed in difetto a cura del relatore, la relazione è presentata al Senato in pubblica adunanza. Nel caso di sospensione delle tornate, la relazione è trasmessa al Presidente, che ne dà notizia nella prima tornata successiva.

Ogniquale volta la scadenza del termine per la presentazione della relazione non risulti dal disegno di legge, se la relazione non può essere presentata entro due mesi dalla costituzione dell'Ufficio centrale, deve a cura del presidente, ed in difetto a cura del segretario, esserne data partecipazione motivata al Presidente del Senato, che ne farà oggetto di comunicazione al Senato nella prima tornata successiva.

Tanto in quell'occasione, quanto dopo i detti due mesi, il Senato può fissare un termine per la presentazione della relazione, dopo il qual termine il disegno di legge viene discusso sovra relazione verbale. In tal caso la relazione orale, estratta dal resoconto stenografico della seduta, sarà, a cura dell'ufficio di segreteria, stampata e numerata fra gli Atti del Senato.

(Approvato).

Art. 22-*quinquies*.

Le disposizioni dell'articolo precedente si applicano pure alle relazioni delle Commissioni permanenti.

(Approvato).

CASANA, *relatore*. Domando la parola.

PRESIDENTE. Ha facoltà di parlare.

CASANA, *relatore*. Debbo poi dire che è necessaria una piccola variazione nell'articolo 21, della quale non è parola nella nostra relazione. L'art. 21, al secondo comma, dice: « esso nomina poi nel modo sopra espresso un relatore incaricato di fare una relazione con conclusioni motivate, la quale, approvata dall'Ufficio cen-

LEGISLATURA XXII — 1^a SESSIONE 1904-907 — DISCUSSIONI — TORNATA DEL 7 DICEMBRE 1907

trale e firmata dal relatore, viene comunicata al Presidente del Senato e poscia stampata e distribuita» ecc., ecc. Ora quest'articolo per armonizzarlo con l'art. 22-*quater* già approvato, deve essere così modificato: « la quale, approvata dall'Ufficio centrale e firmata dal relatore, viene comunicata al Senato ai termini dell'articolo 22 *quater*.

PRESIDENTE. Se non si fanno osservazioni, s'intende approvata anche questa lieve modificazione all'art. 21.

Queste modificazioni al nostro regolamento saranno votate a scrutinio segreto in principio della seduta di lunedì.

Do lettura dell'ordine del giorno per la seduta di lunedì.

ALLE ORE 14.30. — Riunione degli Uffici per la loro costituzione e per l'esame del seguente disegno di legge:

Modificazioni al testo unico delle leggi sul reclutamento del Regio esercito (N. 717 - *urgenza*).

ALLE ORE 15. — Seduta pubblica.

I. Votazione a scrutinio segreto delle « Modificazioni al Regolamento interno del Senato » (N. LXXXIII-*documenti*).

II. Discussione dei seguenti disegni di legge:

Assistenza agli esposti ed all'infanzia abbandonata (N. 537);

Spesa addizionale per la sistemazione generale del fabbricato detto Malapaga ad uso di caserma principale delle guardie di finanza in Genova (N. 706 - *urgenza*).

La seduta è sciolta (ore 17).

Licenziato per la stampa il 12 dicembre 1907 (ore 10)

F. DE LUIGI

Direttore dell'Ufficio dei Resoconti delle sedute pubbliche.